

Pour une mutualité de travail

PAGE

16

par Stéphane Veyer, directeur général de Coopaname



Où est donc passé le travail ? L'emploi et son jumeau, le chômage, l'ont étouffé, phagocyté. S'il n'y avait les scandales sanitaires touchant aux conditions de la production (amiante, suicides, stress, TMS, etc.), le travail disparaîtrait totalement de nos écrans mentaux. Seul l'emploi compte. Dans les discours des politiques, dans l'esprit des citoyens, dans l'agenda même des syndicats, il faut créer, conserver les emplois. Peu importe ce que l'on fait en définitive ; peu importe que l'on maintienne l'illusion d'une croissance perpétuelle, que l'on s'abîme à des fonctions dégradantes, que l'on participe à l'aliénation d'autrui : dans notre société obsédée par la statistique du chômage, le travail n'est digne d'intérêt que dans la mesure où il prend la forme d'un contrat !

Depuis des décennies, l'économie sociale et solidaire s'est fourvoyée dans cette confusion des genres. On aurait dû attendre d'elle qu'elle promeuve un autre rapport au travail, des idées de démocratie économique, de polyvalence, des pédagogies alternatives ; on aurait pu penser que la mutualité défendrait l'idée même de socialisation des revenus du travail, que le monde associatif revendique sa longue histoire de pratiques émancipatrices, que la coopération parle d'autogestion – bref, que l'Ess prenne le travail à bras le corps. Mais rien de tout cela ne s'est produit. Au contraire, par la voix des grandes fédérations qui la structure, l'économie sociale et solidaire a choisi de se soumettre aux injonctions des gouvernements successifs en matière d'emploi. Elle se vante d'en créer, se gargarise à l'idée de « peser » 10 % de ces derniers, tente de s'afficher plus vertueuse qu'elle n'est, propose de jouer les supplétifs d'un État social en plein délitement – voire, dans le cas du *social business*, fait du délitement de cet État social la condition même de sa prospérité ! L'Ess ne cesse de vouloir changer d'échelle sans jamais se demander si elle grimpe au bon mur¹.

Faut-il se résigner ? Non, la question est trop importante pour nous autoriser à baisser les bras et laisser le reste du monde (puissance publique, entreprises de capitaux...) nous assigner le rôle « d'entreprises sympas ». Au contraire, militants associatifs, coopératifs et mutualistes peuvent encore jouer un rôle dans les débats qui s'ouvrent et produire des organisations originales, aptes à subvertir la vision capitaliste du travail.

L'innovation est pour hier

Repenser le travail est un préalable pour imaginer la société et l'économie de demain – le travail lui-même, et non pas simplement les conditions du travail, ni

1. Merci à Hervé Guil d'avoir soufflé cette jolie expression.



les formes du contrat salarié, ni encore le partage des gains de productivité dans une économie numérique ! Où passe la frontière entre le travail et le loisir ? Et entre production et autoproduction ? Que signifie diviser le travail ? Quels éléments fondent l'obtention d'un revenu du travail ? Qu'est-ce qu'un métier ? Pour qui, pour quoi, à quoi travaille-t-on ? Sur quels fondements socialiser des revenus ? En mettant en débat ces questions, c'est bien l'un des piliers du capitalisme qu'il s'agit d'ébranler : la marchandisation du travail, et ses corollaires, la subordination, la désappropriation de l'acte créatif et productif, le refoulement de l'éthique, le délitement des métiers au profit de compétences vides de sens (l'adaptabilité, l'*entrepreneurship*, l'enthousiasme...), l'oubli de l'œuvre².

Sur ce sujet, l'économie sociale et solidaire a des « choses à dire ». Beaucoup. Et depuis longtemps. Le mouvement de l'entrepreneuriat social l'a bien compris, en adoptant un discours qui fait mouche auprès des jeunes diplômés de grandes écoles, notamment de commerce : « Venez à nous si vous voulez donner du sens à votre travail. » On ne peut reprocher au Mouves de chercher les bons arguments promotionnels pour attirer ce type de profils dans les filets de ses DRH. On peut en revanche regretter que, derrière un discours de façade, on reproduise les bons vieux schémas d'organisation du travail, réservant notamment « le travail qui a du sens » à une élite diplômée, et affirmant que, pour être efficace, une entreprise de l'Ess doit être managée « comme n'importe quelle entreprise ».

Cette approche marketing de l'Ess comme secteur où les entreprises seraient comme les autres, mais avec un « supplément d'âme », est contestable. Elle ouvre grande la porte à un pillage par les sociétés capitalistes de ce que les mondes associatifs, coopératifs et mutualistes ont de plus précieux : la capacité à agir en collectif en dehors d'un échange marchand. Car ne nous y trompons pas. Si les grandes entreprises s'intéressent tant à l'entrepreneuriat social, à l'économie collaborative ou au monde associatif, ce n'est ni par philanthropie, ni pour flatter leur image. C'est sans doute pour y défricher les modèles économiques adaptés à la prospection des marchés de pauvres (c'est tout l'enjeu du *social business* et des raisonnements sur le *bottom of the pyramid* – autrement dit, la marchandisation de la question sociale). C'est aussi, et surtout, pour capter la capacité de l'Ess à mobiliser l'énergie et le temps des femmes et des hommes en dehors de toute contrepartie financière – autrement dit, en termes plus prosaïques : à faire travailler les personnes gratuitement ! Dans une recherche perpétuelle de profits plus importants par des gains de productivité sur le travail, le capitalisme, après l'esclavage, les ouvriers de Dickens, les peuples colonisés, les travailleurs chinois et les couturières du Bangladesh, pourrait bien trouver une nouvelle source

Repenser le travail est un préalable pour imaginer la société et l'économie de demain.

2. Par référence à la distinction faite par Hannah Arendt dans *La condition de l'homme moderne entre le travail, périssable, et l'œuvre, destinée à être transmise.*

Suite...

...Suite

par Stéphane Veyer, directeur général
de Coopaname

d'exploitation de main d'œuvre : ses propres consommateurs et ses propres salariés, dans le cadre d'activités bénévoles choisies et assumées. Recherche et développement collaboratifs, participation à la conception des objets, coproduction du service ou du bien acheté, contribution à la défense de la réputation d'une marque : quelle source de profit formidable constitue pour une société de capitaux une communauté de *followers* enthousiastes³, des salariés estimant que l'engagement affiché par leur entreprise donne du sens à leur travail, ou l'alliance avec une *start-up* de l'économie collaborative qui permet « à tous nos clients de partager leurs idées pour améliorer nos produits ».

Associations, coopératives et mutuelles
ont vocation à structurer une manière
de créer et répartir les richesses
qui inventera le monde qui vient...

L'économie sociale peut-elle encore échapper à son propre dépouillement et proposer un projet de société original ? Oui, plus que jamais. À condition de croire en ses propres principes, de les assumer, et de rejeter toutes les tentations de rapprochement avec les logiques capitalistes qui viseraient à « améliorer son efficacité ». À condition aussi de se distancier de ce que font ses entreprises, pour se concentrer sur ce qu'elles sont et la dimension émancipatrice de la démarche collective que portent leurs adhérent.es, leurs associé.es, leurs sociétaires. Associations, coopératives et mutuelles ont vocation à structurer une manière de créer et répartir les richesses qui inventera le monde qui vient, dès lors qu'elles assumeront d'être en rupture avec le monde qui est (et non en assistance de ce dernier). Les temps présents offrent une fenêtre de tir dans laquelle s'inscrire – l'une des dernières sans doute avant que l'humanité ne se blesse gravement au contact du mur écologique dans lequel elle fonce. Partout émerge la conscience d'un monde en faillite que seuls les citoyens eux-mêmes pourront sauver en instaurant d'autres rapports à la propriété et au pouvoir. Sortir enfin de l'alternative entre appropriation individualiste à la mode capitaliste, et collectivisation étatique à la mode soviétique ; sortir de l'articulation entre l'État et le marché – ces deux-là s'entendant en réalité comme larrons en foire pour perpétuer les sociétés telles qu'elles sont. Cette prise de conscience va de pair avec l'invention de nouvelles technologies qui, du web collaboratif à l'imprimante 3D, bouleversent de fond en comble les paradigmes de la production. Des biens communs biologiques à la comptabilité universelle, du mouvement *maker* à l'économie de la fonctionnalité, du logiciel libre aux nouvelles monnaies, les « alternatives » bouillonnent, séduisent, se démultiplient et se propagent. Mais disons-le avec force : l'organisation juridique de ces expériences, sous la forme de groupements de personnes – et non d'entreprises de capitaux ou de services publics – est la condition nécessaire à leur inscription dans une démarche de transformation sociale. N'en déplaise à la « vision inclusive » portée par la loi Hamon, la modernité de l'Ess tient tout entière dans ses statuts.

3. L'Orange Rock Corps est une éclairante illustration de ce dévoiement.

Le téléphoniste Orange se propose depuis 2009 de mobiliser les jeunes le temps d'un après-midi et le recours au service d'une association portant une bonne cause, sélectionnée par ses soins. Le temps de travail n'est pas rémunéré mais récompensé par l'octroi d'une place pour assister à un concert spécialement organisé par Orange.



Le travail à l'œuvre

L'ambition est démesurée : elle est donc dans nos cordes ! Faire en sorte que l'Ess réinvestisse la question du travail. Non pas pour créer des emplois, mais pour porter sa vision émancipatrice du travail comme fondement d'un projet de société.

Comment ? D'abord en plaçant le travail au cœur même de tout projet d'économie sociale, quelle que soit l'activité concernée. La tâche est ardue, tant l'Ess a pris l'habitude de cacher ses insuffisances et ses manquements sous le tapis. Sans doute statut ne vaut-il pas vertu, mais notre histoire, nos principes, emportent avec eux une exigence que nous devons revendiquer.

Cela oblige à regarder sans détour notre face la plus sombre. Combien de salariés-militants associatifs ont-ils été traités plus bas que terre au moment d'une rupture de contrat de travail, dans une totale confusion des genres ? Combien de salariés-associés de Scop se sont-ils joyeusement auto-exploités des années durant, au mépris de leur propre santé, sous prétexte qu'ils étaient leurs propres patrons ? Combien d'organisations dites démocratiques sont-elles dirigées par d'anciens leaders charismatiques, devenus, l'âge aidant, Génies des Carpates, incapables d'imaginer qu'ils puissent être remplaçables ?

La reproduction des techniques de management dites « modernes » ne peut en aucun cas faire naître un rapport au travail fondé sur des principes d'économie sociale.

Par complaisance, par isomorphisme, et peut-être aussi sous l'effet d'un certain complexe d'infériorité, on répète trop souvent aux mandataires sociaux de nos organisations qu'ils sont des « dirigeants d'entreprises comme les autres ». Que leur coopérative, mutuelle ou association exerce son métier sur un marché avec les mêmes contraintes et exigences que n'importe quelle entreprise ne fait aucun doute. Que le « métier » de mandataire social soit le même est un grave contresens : on ne dirige pas une démocratie, on la gouverne ! La reproduction des rôles, postures, manières de faire traditionnelles, ou bien des techniques de management dites « modernes » ne peut en aucun cas faire naître un rapport au travail fondé sur des principes d'économie sociale : coopération, confiance, polyvalence, éducation populaire, douceur...

De la même manière, il est un grand chantier à rouvrir pour rapprocher économie sociale et syndicalisme, voire injecter une dimension syndicale au cœur même de tous les projets portés par des entreprises d'économie sociale. Une première étape extrêmement simple consisterait à engager un dialogue social et à instaurer des instances de représentation du personnel dans les milliers d'organisations de l'Ess qui n'en ont pas – notamment toutes celles qui utilisent

Suite...

...Suite

par Stéphane Veyer, directeur général
de Coopaname

la cause qu'elles défendent comme certificat de bonne moralité en matière de relations sociales.

**Il nous faut revendiquer
que la question du travail est celle qui
nous met en mouvement.**

L'ensemble de ce chantier, toutes ces exigences, n'auront aucun sens si chacun.e d'entre nous, chacune de nos organisations, agit isolément pour questionner ses propres pratiques. Il nous faut faire mouvement ; il nous faut revendiquer que la question du travail est celle qui nous met en mouvement. C'est bien collectivement que nous devons affirmer notre volonté de peser. La forme de notre collectif devra en tant que telle exposer notre programme. Inutile, donc, de créer une nième fédération d'entreprises de l'économie sociale qui, comme toutes les autres, deviendrait assez vite un club de dirigeants exclusivement tourné vers le rapport à la puissance publique et la défense de son propre statut juridique comme d'un pré carré. Ce que nous avons à former ensemble est un mouvement de sociétaires, au-delà du statut juridique que chacun.e endosse dans son propre rapport au travail (salarié, bénévole, associé, intermittent, indépendant, auteur...) et au-delà du type d'organisation dont chacun.e est issu.e. L'objet même de ce mouvement sera, selon le principe de double qualité qui fonde nos organisations, de tout à la fois porter un projet politique de transformation sociale et d'être une entreprise qui permette économiquement de nous garantir les un.es les autres notre désir de bien faire nos métiers. Une organisation de ce type nous semble d'essence mutualiste, en ce qu'elle organiserait un système de réciprocité au sein d'un groupement de personnes. Nous proposons de la nommer « Mutuelle de travail associé ». Nous y tisserions collectivement toutes les solidarités sociales dont nous avons besoin pour nouer dans nos vies personnelles et professionnelles un rapport émancipateur au travail.

Entre, d'une part, le Medef qui aspire à ce que chacun devienne « entrepreneur de soi » et fasse, pour pouvoir accéder au travail, le sacrifice de sa propre protection sociale et, d'autre part, une certaine gauche⁴ qui croit encore que le salariat et l'anachronique lien de subordination constituent l'horizon désirable des travailleurs comme des chômeurs, il existe une voie, absolument moderne, dont l'économie sociale pourrait faire son projet politique pour les décennies à venir.

La mutuelle de travail associé n'est pas une utopie. À l'heure où s'écrivent ces lignes, elle est un mouvement en gestation auquel travaillent une poignée d'organisations associatives et coopératives représentant plus de 5 000 personnes. L'impulsion est donnée par les plus importantes coopératives ouvrières et œuvrières issues de la coopération d'activités et d'emploi (Coopaname, Oxalis, SMart, Vecteur Activités, Grands Ensemble...). Depuis déjà plus de quinze ans,

4. Pas toujours celle que l'on imagine...



ces organisations pratiquent et éprouvent des formes originales de coopérations ouvertes, multi-activités, autogérées, orientées vers un projet mutualiste. Ensemble, leurs associé.es formeront et gouverneront demain une organisation commune, démocratique et exigeante, et s’y donneront collectivement les droits, les protections sociales, les sécurités, la formation professionnelle, les couvertures de risques, les solidarités dont elles (et ils) ont besoin pour exercer leurs métiers selon les exigences de leur art, dans de bonnes conditions économiques, sociales, déontologiques.

De la firme mondiale à l’autoentrepreneur, partout le travail est atomisé, précarisé, manipulé, méprisé, pressuré. C’est en inventant et en pratiquant, ici et maintenant, de nouvelles formes d’entreprises investies par la coopération et la mutualité que nous créerons les espaces d’émancipation à l’égard du marché de l’emploi. C’est aussi de cette manière que nous tricoterons un rapport au travail cohérent avec les espoirs et les exigences de la société qui vient. Il suffit à l’Ess de croire en sa propre audace.

Fin.